

UNITE

Numéro double 36-37

« La jeunesse est la flamme de
La Révolution. »

Karl LIEBKNECHT

le journal de l'Offensive Socialiste (MJS)

Édito

Besoins primaires !

Ce mardi 11 janvier, le bureau national du Parti Socialiste a fixé le calendrier des primaires : ce sera le 9 et 16 octobre 2011. Mais, au fond, tout le monde s'en fout. Enfin, quand je dis « tout le monde », je parle des médias et des pseudos-observateurs politiques toujours prompts à sortir un sondage de derrière les fagots pour justifier leurs sottises qu'ils osent nommer « analyses ». Pour ces derniers, la seule question digne d'intérêt, c'est de savoir si DSK va revenir ou pas. **Quant aux salariés, qu'ils se rasent ou non, ils pensent bien plus au licenciement qui leur pend au nez et aux factures à payer plutôt qu'au calendrier des primaires...**

Ces primaires sont déjà une déception. Elles devaient être les primaires de toute la gauche, on se dirige plutôt vers un congrès socialiste à ciel ouvert où tout le monde (moyennant 1 euro et une croix en bas d'une page) pourra s'exprimer. Au lieu de faire de ces primaires un véritable rendez-vous avec la démocratie, on assiste, pour l'instant, à une petite guéguerre puérile entre têtes d'affiche et écuries. **Alors que l'adage mitterrandien voulait qu'un congrès socialiste se gagne à gauche, les primaires ouvertes vont permettre aux plus sociaux-libéraux, en manque de courant, de se faire une place sous la lumière des projecteurs.**

Pour l'instant, pas un seul candidat n'a affirmé haut et fort que son programme serait socialiste, pas un seul n'a pris pour cap stratégique l'unité de toute la gauche, pas un seul n'a mis sur la table la question de la répartition des richesses. **Le débat politique est d'une rare pauvreté.** Tous ont pleuré les 15 ans de la mort de François Mitterrand, mais personne n'a été capable de reprendre ce qui a constitué, il y a 30 ans, les clés de son succès. Y aurait-il eu un candidat aux primaires capable de se prononcer contre la peine de mort au moment où la population, selon les sondages, étaient contre ? Non ! Aucun d'entre eux n'a l'audace de porter les aspirations que commencent à murmurer confusément des millions de salariés et ils se cantonnent à l'épluchage superficiel de la prose indigeste des "faiseurs d'opinion".

Nous appelons à une candidature de la gauche du parti socialiste, sur les bases programmatiques prônées lors du congrès de Reims. La gauche du Parti ne doit pas se situer à la remorque d'Aubry, car, bien qu'incarnant pour de nombreux salariés la "vraie gauche", il faut bien constater qu'elle attend le démarrage de la locomotive DSK. Dans cette situation, on est sûr qu'on ne sortira jamais de la gare... Peu importe, au fond, qui se lancera dans cette candidature. Ce n'est pas Strauss-Kahn qu'il faut attendre comme le messie, mais bien un camarade de la gauche du Parti qui n'aura pas honte de défendre les 35 heures, la retraite à 60 ans sans décote, le Smic à 1600 € et un salaire maximal à 20 fois le Smic. Avis aux bonnes volontés !

Par Johann CESA (BN MJS)

SOMMAIRE

International Page 2-3: **De la Tunisie à la nation arabe**, par Sébastien Duhaut

International Page 3 : **Egypte, carnet de bord d'une militante**

Actu Page 4-5: **Pas touche à nos 35 heures**, par Tuncay Cilgi

Actu Page 5-6 : **N'oublions pas qu'avant 2012, il y a 2011**, par Mehdi Dardouri

Actu Page 6-7: **En décembre, l'Expansion titrait en une : « il faut augmenter les salaires »**, par Johann Cesa

A Gauche Page 8-9: **Les propositions de l'Offensive passées au crible**, interview d'un camarade du Parti de Gauche

Dossier Page 10-11-12-13: **« De la crise des subprimes aux Etats-Unis à la réforme des retraites en France en passant par la crise des Etats Européens »**, par Johann Cesa

MJS Page 14-15-16: **Contribution de l'Offensive Socialiste à Perspectives 2012, « le travail c'est la santé »**, par le comité de rédaction

Histoire Page 17-18: **Retour sur Tours, de l'union sacrée à la paix**, par Jean-François Claudon

Journées d'étude 2011 Démocratie & Socialisme

Saint-Chamond (Loire) 22, 23 et 24 avril
Programme et inscription (page 19-20)

Pour contacter

l'Offensive Socialiste :

Johann CESA (Bureau National du MJS) :
06 28 04 71 32

Anthony GRATACOS (rédaction d'Unité):
06 19 77 64 08

De la Tunisie à la nation arabe

« Ben Ali, c'est fini », criait-on aujourd'hui à Paris. C'est curieux comme c'est tout petit, un dictateur, une fois parti. Ça fait très peur dans les chaumières, c'est le père fouettard, ça a son portrait dans toutes les rues, et soudain, réaction chimique, la trouille disparaît, et avec elle, le régime fondé sur la trouille. Il y a du La Boétie là-dedans : ôtez la soumission, et le Pouvoir s'évanouit à l'instant.

Et maintenant ? « Transition dans le calme », pouvait-on lire sur les panneaux place de la République. Certains manifestants se disaient inquiets. Ben Ali aurait laissé des instructions à la police avant de partir, afin de mettre le pays à feu et à sang, de créer le chaos. Les pillages seraient organisés par des miliciens patrouillant dans des voitures sans plaques. On semble faire plutôt confiance à l'armée. Après un mois de révoltes spontanées, très peu encadrées, la question est effectivement de canaliser les énergies populaires vers un véritable changement politique et social. « Assemblée constituante », scandaient certains manifestants. Une délégation de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), le syndicat unique et historique, était là. Surtout, ce slogan répété tout au long du cortège : « Tunis hurra hurra, al tajammo ala barra » : Tunisie libre, libre, le RCD dehors. Visiblement, les Tunisiens ne se contenteront pas d'un ravalement de façade : ils veulent la dissolution du RCD, ce parti unique devenu symbole du verrouillage du pays, et ils ne se laisseront pas embobiner par les quelques vieux technocrates qui gèrent les affaires courantes jusqu'aux élections.

Ce qui frappait, c'était le nombre de drapeaux algériens, flottant sur les têtes, accrochés aux grilles, ou même cousus en signe de solidarité avec le drapeau tunisien. Quelques insignes marocains et palestiniens également. Cette révolution tunisienne est une révolution arabe. Dans

leurs palais, les Bouteflika, les Moubarak et les Kadhafi peuvent trembler. Avec les chaînes satellites, avec internet, leurs peuples suivent en direct la geste héroïque de leurs frères tunisiens. Ils vivent la même tyrannie, sont excédés par la même corruption, et souffrent de la même misère ; et tout cela, ils l'expriment dans la même langue. On scande dans la manifestation « Tunisia hurra hurra, awal thaura arabia » : Tunisie libre, libre, première révolution arabe !



Dans la foule, les visages sont épanouis, et périodiquement retentit l'hymne d'une nation enfin fière d'elle : « Humat al Hima », défenseurs de la patrie, « iza irada al sha'ab al hayat », si le peuple veut vivre... Des jeunes, des moins jeunes, des familles. Des hommes, des femmes. Parmi elles, sans doute, quelques journalistes iront compter les voilées et les pas voilées : nous, on s'en fout. Deux manifestants tiennent une pancarte : attention au danger islamiste. M. Ghannouchi et le courant En-Nahda sont effectivement à l'affût. Apparemment, quelques opposants islamistes basés à Londres font leur réapparition, occupent les plateaux d'Al Jazira. Mais dans la manifestation, aucun slogan religieux, et même, personne ne répond quand un mégaphone invite les gens au traditionnel « Allah akbar ». On n'en voit pas plus sur les images de Tunisie. Il faut toujours se méfier des barbus, mais là, ils semblent tout de même loin de pouvoir rafler la mise. Ce n'est pas Téhéran 1979, ni Alger 1991.

Dans la joie collective, on oublie presque les complicités occidentales. Quelques « Sarkozy complice » et « Alliot-Marie, il est fini le temps de colonies » fument, mais ils viennent plus des partis de gauche français, que des Tunisiens eux-mêmes, pas rancuniers. On dit ça et là que des Trabelsi (la belle-famille de Ben Ali, honnie) sont descendus dans un palace parisien. Des bannières réclament le jugement des corrompus et de ceux qui ont fait tirer sur les manifestants. En fin de cortège, on taquine un peu les pandores quand même : « alors, vous avez pas eu le temps de les transmettre, vos savoir-faire ! ». Ils sourient. Allez, tout le monde sait bien qu'un régime de banquiers ne

risque pas d'aider les peuples du monde à se libérer.

Le 14 janvier 2011 ouvre une nouvelle ère. Après l'espoir fou des indépendances, après l'échec cuisant du nationalisme laïc, après les décennies noires de l'islamisme, après l'agression occidentale de l'ère Bush, les peuples arabes se prennent à rêver, à chanter. Quelque chose me dit qu'ils n'ont pas fini de nous étonner.

Vive la révolution arabe ! La vraie France est avec les peuples, pas avec les dictateurs !

Par Sébastien Duhaut

Egypte, carnet de bord

JOUR 7 - 31 Janvier 2011

La connexion internet semble fonctionner à nouveau, au moins dans certains café-net.

Ce matin les habitants du quartier semblent refaire surface. On balaye, on nettoie les dégâts de la nuit. On discute des derniers événements, des combats de la nuit. Mais j'ai encore beaucoup de mal à savoir qui a combattu qui. L'implicite de toutes les discussions, c'est la conviction du bien fondé des actions menées par les insurgés. C'est d'ailleurs la manchette du Masry al-Youm « Le peuple au service de la nation » au dessus de la photo d'une femme tenant une pancarte « Nous sommes ceux qui protégeons le pays ! ».

Un élément du paysage qui a peu changé est la cabane gouvernementale de vente de pain subventionné. L'agelco a été déplacé par les militaires dans la rue Abd el Hameed Said. Mais la queue s'est reformée, encore plus longue que la semaine dernière.

La nouveauté aujourd'hui est le retour de la police à certains carrefours au moins, à la demande du Ministre de l'Intérieur. Plutôt discrète et cherchant l'appui des militaires quand ils sont là. Il ne fait pas bon porter l'uniforme noir en Egypte de nos jours, même si c'est pour régler la circulation. Le divorce entre le peuple égyptien et sa police nationale semble définitivement consommé.

La manifestation place Taharir a repris de plus belle et entreprend cette fois de défiler pour rassembler davantage de monde. UN gros rassemblement est en préparation pour demain. Les hélicoptères eux aussi ont repris depuis 7h30 ce matin leurs rondes dans le ciel du centre ville. Je suis sans nouvelle de plusieurs amis égyptiens et je sais que la nuit a encore été terrible dans certains quartiers.

Des compléments en soirée, si la connexion est encore possible.

Retrouvez jour par jour le carnet de bord de Snony sur son blog:
<http://snony.wordpress.com/>

Pas touche à nos 35 heures !

La réduction du temps de travail, c'est **l'histoire de la construction du droit du travail** inséparable à plus d'un titre des luttes syndicales, des mouvements sociaux et de la gauche. Les politiques de la droite n'ont eu de cesse de remettre en cause ce progrès humain, social et sociétal bénéficiant au bien-être de tous. Ces politiques, s'incarnant dans le slogan mensonger et mortifère du « travailler plus pour gagner plus », consistent à rendre le coût des heures supplémentaires moins chères que l'embauche, à remettre en cause le repos dominical, à annualiser les horaires de travail, à augmenter les contingents des heures supplémentaires, mais aussi à **reculer l'âge légal de la retraite et à allonger la durée cotisation...** c'est la politique de Sarkozy condensée en quelques lignes !

Réduire le temps de travail sur la semaine et sur la vie, c'est avant tout une question de protection de la santé des salariés et, au-delà, une question de santé publique. Le monde a peut-être changé, mais la biologie du corps humain, elle, n'a pas changé. Le surtravail est nuisible pour le corps humain car il diminue la concentration, augmente les risques de stress, de dépression, de TMS et particulièrement de risques cardio-vasculaires. Pour dire les choses plus directement, **travailler plus, c'est augmenter réellement le risque de mourir plus vite.**

Réduire le temps de travail, c'est aussi augmenter le volet de temps libéré qui permet à chacun de se reposer, de profiter de sa vie et de s'occuper comme il l'entend.

La réduction du temps de travail, c'est **le fruit des gains de productivité** réalisés par les salariés grâce aux progrès techniques et à l'élévation du niveau de formation. C'est une redistribution légitime des gains de productivités aux salariés. La réduction du temps de travail, c'est la **marque de fabrique de la gauche** en général et du Parti Socialiste en particulier. C'est **inscrit durablement** dans notre identité politique et philosophique qui

met l'économie au service des être humains. **80 ans de baisse de la durée de travail**, tout cela en augmentant les salaires, la productivité horaire, le temps libéré et en partageant le travail. Ce sont les mesures de la gauche qui ont le plus profondément marqué les salariés en transformant réellement leur vie et leurs habitudes. On ne peut mieux résumer la raison d'être de notre camp politique.



Face au chômage qui touche **5 millions de salariés** et qui est à la base des véritables problèmes sociaux et éducatifs de notre époque, il est temps pour la gauche de réaffirmer clairement son attachement à la réduction du temps de travail en **le partageant entre tous et particulièrement au profit de la jeunesse qui galère.** En effet, la reprise économique ne permettra pas à elle seule de créer des emplois nombreux et durables. Car les gains de productivité absorberont une part importante de cette croissance qui peine à revenir. Il faut **réduire le temps de travail** pour créer des emplois durables qui résisteront aux retournements conjoncturels. Cette augmentation du nombre d'emplois occupés augmentera la **masse salariale** qui finance notre système social, puisque ce dernier dépend des cotisations sociales versées par les salariés.

Malgré ses lacunes, la politique de l'emploi du gouvernement Jospin, par la réduction de la durée de travail à 35 h, avait mis tous les voyants au vert et avait tracé une réelle perspective de **plein-emploi** à des millions de salariés.

Nous devons ramener la durée effective du travail, qui ne sont pas les 35 h pour une majorité de salariés, au plus près de la durée légale, en alourdissant les majorations des heures supp' qui doivent revenir plus chères que l'embauche, en rétablissant le repos dominical, au imposant un quota de précaires dans chaque entreprise, en refusant le recul de l'âge légal à 62 et 67 ans ainsi que l'allongement de la

durée de cotisation....

La réduction de la durée de travail n'est pas un dogme, mais une nécessité de santé publique et économique. Ce projet politique permet d'en finir réellement avec ce chômage de masse qui génère un malaise social toujours plus profond. Et contrairement à la propagande néolibérale, si nous vivons plus longtemps et en meilleure santé, c'est parce que nous travaillons moins. Redisons-le une bonne fois pour toute : il faut cesser de produire et de consommer toujours plus. Il faut **TRAVAILLER MOINS MIEUX ET TOUS !**

Par Tuncay Cilgi (64)

N'oublions pas qu'avant 2012, il y a 2011 !

Ça y est, nous y sommes depuis quelques jours. 2011 est à peine entamé que nous assistons déjà à de nouvelles déclarations funestes du cher député de l'Essonne -et candidats aux primaires de la gauche-, Manuel Valls ! L'ancien rocardien propose de déverrouiller les 35 heures, à 37 ou 38 heures avec des « augmentations de salaire ». Comment faire parler de soi un 3 janvier quand l'actualité est pauvre ? Manuel Valls a une nouvelle fois voulu faire parler de lui et avance ses pions au vue de la primaire socialiste dont il est candidat officiel. **Attaquer les 35 heures, c'est s'en prendre directement à notre première secrétaire Martine Aubry qui, elle, préfère respecter le calendrier imposé par le vote des militants**, c'est-à-dire que les candidats se déclareront en juin 2011 et non en 2010 comme l'ont fait les anciens de la Segosphere, Montebourg, Valls et leur ancienne égérie, Segolène. Le pacte occulte qui unifiait Aubry, Royal et DSK ne tient plus, s'il n'a même jamais existé. Ségolène Royal a tordu le cou à cette rumeur trois jours après l'annonce

par Martine Aubry. Tous ces bruits ont une fois de plus terni l'image des socialistes aux yeux des salariés de ce pays. Ha, ces socialos qui se chamaillent pour des postes alors que les chiffres du chômage n'ont jamais été aussi haut depuis 10 ans ! Il faut dénoncer la politique libérale et capitaliste de Sarkozy avant de se jeter des bâtons dans les roues entre hommes et femmes politique de gauche. Unité, unité, unité ! Le débat d'idées et la discipline librement consentie doivent triompher du chacun pour soi et du chacun son poste qui règnent actuellement. Chers camarades candidats aux primaires, moi, jeune étudiant en économie et militant de 19 ans au Mouvement des Jeunes Socialistes, je souhaiterais que chacun se concentre sur les problèmes actuels de notre pays, que chacun de vous se concentre sur ses fonctions actuelles, que chacun de vous joue la carte de l'unité. Laissez-nous 6 mois tranquilles avant de commencer les hostilités.

Suite page 6

Avant 2012, nous avons à mener le combat des cantonales, élections qui seront décisives pour les sénatoriales de novembre 2011 où la gauche a une chance historique de prendre le sénat à la droite. A cette « poignée de vieillards au cœur sec » qui le tient depuis le début de la Vème république. Pour gagner les cantonales, nous avons besoin de vous, nous avons besoin que vous soyez rassemblés autour du projet socialiste pour prendre des départements à la droite qui casse chaque jour un peu plus l'implication de l'État dans les territoire ruraux. Soyons

présents et redonnons espoir au peuple de gauche dans la perspective de 2012. Ne soyons pas pressés, ne vendons pas la peau de l'ours sarkoziste avant de l'avoir tué. Car nous n'avons pas encore gagné contre Sarkozy, malgré ce que laissent présager les sondages. **Ne soyons pas naïfs, il faudra être la et faire entendre notre voix dans les futur combats.**

Nous sommes socialistes et devons être fiers de l'être plus que jamais : ensemble nous ferons tout !

Par Mehdi Dardouri (42)

En décembre, l'Expansion titrait en une: « il faut augmenter les salaires »

Un mensuel économique classé à droite qui fait sa Une pour revendiquer une augmentation générale des salaires, je me pince ou je rêve ? On n'ose y croire ! Achetez-le et vite ! Chers lecteurs, ne courez pas, je l'ai lu pour vous. Bingo, vous ne venez de gagner 3€50, exactement ce je viens de perdre. La Une nous ferait presque croire que *l'Expansion* est en train de virer de bord. Serait-il en manque de lecteurs et d'abonnés ? La binette de l'inénarrable Jacques Attali à coté du titre est heureusement là pour nous rassurer...

Du bon...

Tout n'est pas à jeter dans cet article, bien au contraire. L'article de *l'Expansion* a le mérite de mettre quelques éléments intéressants au débat : la répartition capital/travail, l'explosion des dividendes au détriment des salaires, le fossé entre les PME et entreprises du CAC 40, des salariés plus productifs mais moins bien payés.

· Les premières lignes tentent de nous surprendre en nous apprenant que le capital a encore ponctionné cette année

580 milliards de dollars au travail, mais pour *l'Expansion* ces milliards de dollars constituent plus un préjudice pour la croissance que pour les salariés.

· Cet article use de tous les chiffres possibles et imaginables pour démontrer à quel point le capital élargi un peu plus, chaque jour, le trou du porte-monnaie du salarié. Les dividendes par actions ont doublé en 6 ans chez l'Oréal (la campagne de Sarko en 2012 n'aura donc aucun problème de financement !), alors que la masse salariale n'a progressé que de 2 %, c'est-à-dire que les salaires ont mécaniquement baissé du fait de l'inflation ou bien que l'entreprise a débauché. L'article nous abreuve de chiffres et de graphiques sans réellement analyser la racine du problème. Les journalistes se contentent de faire parler des syndicalistes ou de citer Marx pour ne pas se parjurer.

· L'article pousse des cris d'orfraies contre les entreprises du CAC 40 qui empiètent des bénéfices et gavent leurs actionnaires tout en pleurnichant sur les « pauvres PME ».

Suite page 7

Un peu mieux et on croirait lire une tribune de la CGPME. Néanmoins, les journalistes notent, à juste titre, les 1900 emplois détruits, chaque mois, depuis trois ans, par les entreprises du CAC 40 et l'étranglement qu'ils opèrent aux petites et moyennes entreprises pour mieux en faire –avec leurs salariés– les esclaves des temps modernes.

· Pour *l'Expansion*, les salariés seraient de plus en plus mal rémunérés : ils produisent plus et plus vite mais l'augmentation des salaires n'irait pas à la même vitesse. Ils prennent l'exemple de l'entreprise Lafarge qui a vu sa productivité grimper de 56 % en dix ans alors que la masse salariale n'a progressé que de 26 %. Le patron durcit le bâton sans allonger la carotte.



... et du moins bon

Cet article se contente de dresser un panorama des injustices sociaux-économiques que génère le capitalisme sans jamais lui tordre le coup et prôner un système d'économie mixte, voire socialiste (« *Faut pas déconner non plus, on ne va pas perdre les quelques lecteurs qu'il nous reste !* »). Ça tourne souvent aux discussions de café du commerce : « *T'as vu les actionnaires de Total, ils s'en mettent plein les poches avec 45 milliards d'euros de bénéfices* ».

Le lecteur qui souhaitait lire une analyse économique en a pour ses frais. Il doit se contenter de lire l'interview de Jacques Attali, c'est dire ! Dommage pour un magazine économique. *L'Expansion* réclame une progression des salaires uniquement pour soutenir la demande et donc pour *in fine* booster la croissance. Un raisonnement keynésien simpliste. Qu'advient-il des salaires s'ils ne « boostent » plus la croissance ?

Peu de propositions

L'article nous donne peu de pistes de propositions et les rares qu'il formule permettent de lever le voile sur son identité. Pour *l'Expansion*, la France souffre toujours d'un coût du travail trop élevé. Il faudrait donc augmenter les salaires tout en baissant les cotisations sociales. On donne aux salariés pour mieux leur reprendre après. Comment financer les retraites s'il n'y a plus de cotisations ? *L'Expansion* doit avoir son idée, sans aucun doute... *L'Expansion* vante également les mérites des salariés allemands qui ont sacrifié une partie de leur salaire pour sauver la patrie, et avec la promesse d'une augmentation future. Enfin, *l'Expansion* n'indique pas de combien exactement il faut augmenter les salaires. Aucun chiffre n'est avancé. C'est pourtant ce qui importe quand on revendique une augmentation de salaire. Décidément, les journalistes de *l'Expansion* n'ont pas la fibre syndicale... C'est le patron de *l'Express* qui en profite !

PS (ou le meilleur pour la fin) : *l'Expansion* n'a rien trouvé de mieux que d'interviewer Michel Sapin pour parler d'augmentation des salaires au nom du Parti Socialiste. Résultat : « Nous ne pouvons sortir de la crise des rémunérations en utilisant **seulement** le levier du salaire minimal », *no comment*...

Par Johann CESA (BN MJS)

Les propositions de l'Offensive Socialiste passées au crible

En 2010, l'Offensive Socialiste a multiplié les articles, les interventions et les tribunes pour communiquer ses priorités programmatiques (35, 60, 1600, 20) et sa stratégie politique (unité de toute la gauche) pour faire gagner la gauche en 2012. Aujourd'hui, nous demandons à un jeune camarade du Parti de Gauche ce qu'il en pense :

L'Offensive socialiste : Nos propositions pour le salariat en 2012 se décline comme suit : 35, 60, 1600, 20. C'est-à-dire de vraies 35 heures, la retraite à 60 ans sans décote, le Smic à 1600€ et pas de salaire supérieur à 20 fois le SMIC. Qu'en penses-tu?

Quentin Dexpert : Cette série de propositions me convient tout à fait. Bien que je doute que l'on puisse réduire toute une politique en direction du travail à cette série de chiffres, je trouve qu'ils sont importants pour clarifier le débat. En termes de portée, ces chiffres sont comparables aux nôtres. Je n'ai donc rien à y redire. C'est sur la faisabilité que je me pose des questions. Il y a deux obstacles majeurs pour la réalisation de ce programme : d'abord, votre débat interne. Quant on voit affirmer votre droite, qui est d'ailleurs l'affiliation de la majorité de vos élus et décideurs en tout genre, que 62 ans pour la retraite, ce n'est pas si mal, que l'augmentation si massive du Smic est contre-productive, et tergiverser sur les 35h, je me méfie vraiment de ce que ces propositions deviendront par la suite. Je me dis souvent, d'ailleurs, qu'il y a sans doute plus de disparités idéologiques dans le champ qui sépare la gauche et la droite du PS que dans le champ qui sépare la gauche du PS du NPA. Je suis persuadé des bonnes intentions de la gauche du PS, mais je crois qu'elles seront noyées dans ce consensus mou avec les libéraux. Le deuxième obstacle est ce que vous ferez vraiment arrivés au gouvernement, et la politique structurelle qui va avec. On oublie souvent les leçons de 1983. Ainsi

quand la gauche cogestionnaire vous fait des remarques sur la fuite des capitaux et des riches, sur le manque de ressources dans votre programme, ou sur l'infaisabilité de certaines politiques aux vues de l'UE, il s'agit là de vrais manques dans laquelle cette fameuse gauche s'engouffre pour appliquer des politiques libérales à chaque fois qu'elle est élue, depuis 1983. La solution serait que vous vous définissiez aussi sur des questions (qui paraissent de forme) plus larges: qu'à ce programme, soit accolée la critique de la Vème République, le non au Traité de Lisbonne, et une fermeté sans bornes face à ce que l'UE, cette construction bourgeoise bien plus qu'une chance pour le salariat, nous pousse à faire. Et plus globalement, il s'agit de remettre en cause le paradigme du marché libre. Le capital physique veut partir à l'étranger ? Nationalisons-le ! Le dumping fiscal et social de certains pays menacent l'industrie ? Instaurons des mesures protectionnistes, autant pour sauver nos emplois que pour limiter l'exploitation au sein de ces pays.



OS : Pour y parvenir nous prônons l'union de toute la gauche du NPA au PS, y es tu favorable?

Quentin Dexpert: Si ça ne tenait qu'à moi, et si le PS était vraiment en mesure d'appliquer ces propositions et ne requerrait que notre signature pour ce faire, alors cette union se devrait de se faire sur la base de ce programme, peu importe (dans une certaine mesure) qui en serait le porte-parole.

Suite page 9



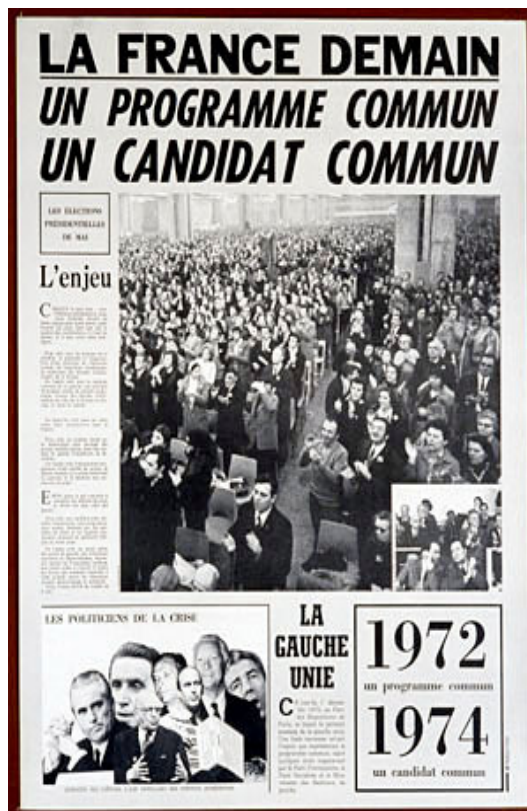
AFP/JEAN-PIERRE MULLER

secoués par le tournant de la rigueur, et qui ont besoin de garanties pour être sûrs que ne soit pas appliquée une politique qui ne correspondent pas à leur conviction. Vous comprendrez, alors, que leur confiance soit difficile à gagner. Pour le NPA, je n'y crois pas trop, étant donné qu'il leur est déjà extrêmement difficile de s'allier avec nous !

OS : As tu des regrets sur les primaires ouvertes de la gauche qui s'achemine vers des primaires du PS uniquement?

Quentin Dexpert : Du côté des primaires, nous sommes même plutôt soulagés qu'elles restent cantonnées au PS. Nous n'avons pas besoin de faire de ces batailles de personnalités au détriment d'accords programmatiques qui font (malheureusement) la ruine du PS un spectacle pour toute la gauche. Nous n'avons pas à faire des défauts de la Vème République ultra-présidentialiste un défaut de nos propres partis. Personnellement, je n'ai jamais entendu personne dans l'autre gauche voir en ces fameuses primaires (à part peut-être ceux qui voudraient voter sur la droite pour faire sauter le PS) un espoir quelconque. Comme je vous l'ai dit, un hypothétique accord d'union de la gauche ne pourra se faire que sur la base d'un programme. Nous ne nous faisons pas d'illusion sur le fait que le porte-parole en question soit forcément quelqu'un du PS (Jean-Luc Mélenchon ou Olivier Besancenot comme porte-parole de toute la gauche, vous imaginez ce que ça donnerait ?), ce qu'il nous fau-

drait comme garanties, c'est comme au bon vieux temps, des ministères-clés. Dans cette visée, les primaires à gauche ne sont vues de notre côté que comme une manière de nous phagocytter à l'issue d'un scrutin qui ne peut que nous offrir des surprises. Négocier entre partis de gauche nous permettrait à tous de savoir où l'on va précisément.



Quentin Dexpert, 20 ans, est étudiant à Lyon 2. Il a commencé son investissement politique au MJS (fédération de la Loire) ainsi qu'une petite association de jeunes de gauche sur Roanne avant d'intégrer le PRS puis le PG. Sur le plan syndical, il est passé par l'UNL, puis l'UNEF et enfin la FSE. Il est actuellement coordinateur départemental du PG 42.

De la crise des subprimes aux États Unis à la réforme des retraites en France en passant par la crise des États Européens !

2010 aura été l'avènement d'un intervenant économique encore peu connu jusque là, l'agence de notation. C'est elle qui fait aujourd'hui la pluie et le beau temps. C'est elle qui décide s'il faut ou non saigner à blanc les salariés d'un pays. C'est elle qui fait dérapier les intérêts d'emprunts de la dette des États. Mais c'est elle aussi qui a été incapable de prédire la crise financière aux États-Unis, alors que c'est pourtant sa fonction première. Quoi de plus normal quand ceux que vous notez sont les mêmes qui vous paient ? Cette crise économique, partie de l'insolvabilité des ménages américains incapables de rembourser leurs emprunts immobiliers, vient de se conclure en Europe par un tour de vis social et budgétaire sans précédent et en France par la réforme des retraites. Les libéraux ont fait de nos acquis sociaux les boucs émissaires de la crise. Trop de charges, trop d'impôts, des salaires trop élevés, on connaît le discours ! Il convient donc d'analyser scrupuleusement les chiffres.

Prenons ce [tableau](#) qui représente la part des dépenses en % du PIB de chaque pays membres de l'Union Européenne destinée aux pensions des retraites. Nous observons qu'en Europe les deux extrêmes sont l'Italie et l'Irlande. En 1ère position, l'Italie avec 14,6 % du PIB alloué aux pensions des retraités, alors que le dernier l'Irlande y consacre seulement 5,2 % de son PIB. Cette forte disparité qui va du simple au triple confirme nos critiques sur la construction européenne. Sa politique libérale pousse les nouveaux États-membres à jouer sur leur levier fiscal et sur le moins-disant social pour se faire concurrence, plutôt que d'entreprendre une politique de solidarité qui permettrait aux « futurs nouveaux » États de s'aligner sur le haut d'un point de vue social. Pour le plus grand bien des salariés d'une part, qui jouirait d'une meilleure redistribution des richesses, et pour celui

de l'économie qui pourrait enfin attirer des investissements structurels et non ceux à court terme, purement financier, qui ont été les premiers responsables de la crise que traversons.

Ces deux pays, l'Italie et l'Irlande, auraient, si l'on se borne à écouter les libéraux, dû connaître un sort différent pendant la crise. L'Irlande aurait été félicitée par le gratin capitaliste et l'Italie sommée de revoir son système de retraites jugé trop généreux. Mais les faits sont têtus et ces deux pays ont tous les deux été frappés sévèrement par la crise, les Irlandais plus que les Italiens d'ailleurs. L'Irlande était pourtant la meilleure élève de la Commission Européenne. Jusqu'en 2008, ce pays affichait des scores de croissance insolents, bien aidé qu'il était par le dumping social et fiscal : le taux d'impôt sur le revenu a en effet été diminué de moitié et l'impôt sur les sociétés divisé par 4 en quelques années. Mais la bête capitaliste ne profite pas que de cela, il lui faut toujours plus, elle a toujours faim ! Non content de se faire du profit dans l'industrie, il lui faut faire des bulles spéculatives, c'est sa maladie de vieillesse. L'Irlande, même avec son statut de premier de la classe, n'a pas échappé à la crise, bien au contraire. Les salariés irlandais sont aujourd'hui saignés à blanc : le salaire minimum a subi une baisse de 11 %, les fonctionnaires ont vu leurs salaires baisser de 15 % et les diminutions des allocations chômage et familiales ont été suivies de la hausse de 2 points de la TVA...

Cette crise financière est intéressante à analyser puisque la quasi-totalité des agents économiques ont été touchés. Dans un premier temps, les sociétés financières (SF), avec par exemple le cas Lehmann Brother, qui, faute de clients solvables, a vu son cours en bourse chuter et provoquer un manque de liquidités jamais vu. Les administrations publiques

sont venues au secours des banques en injectant directement de l'argent et/ou en proposant des crédits aux taux les plus attractifs par l'intermédiaire des banques centrales. Ensuite, le système s'est emballé d'une manière spontanée par un phénomène décrit par beaucoup de libéraux comme étant une crise de confiance. D'une part, les banques ne font plus confiance aux sociétés non financières (SNF), puisqu'elles possèdent des emprunts toxiques, et ne leur octroient plus d'emprunts (ce qui permettrait pourtant de relancer l'investissement privé), tandis que les taux s'envolent et raccourcissent un peu plus les marges de manœuvres de l'entreprise; d'autre part, la crise de confiance généralisée en arrive à toucher les ménages et les entreprises qui se méfient des banques mises sur le banc des accusés. Ce cercle vicieux, où la paralysie est telle qu'aucun agent économique n'ose prendre des risques, a plongé le monde dans une crise sans précédents. C'est la preuve, une fois encore, que le capitalisme ne peut vivre sans crise. Pour se reproduire, il est condamné à produire de la surproduction qui, à un moment, donné se retourne contre lui. Tout comme il a besoin de chômage pour contraindre les actifs occupés à ne pas avoir de revendications sociales.

Cette crise économique a mis les agences de notations sur le devant de la scène. Une agence de notation, c'est une entreprise qui évalue et note les États et les emprunteurs en fonction de leur risque d'insolvabilité, ce qui influe largement sur le niveau des taux d'intérêt qui leur sont appliqués lors des emprunts ou des émissions de titres par les banques centrales. Les États se disputent les meilleures notes, AAA étant la plus haute. Suite à la crise financière de 2008, où par ailleurs les agences de notations continuaient à attribuer de bonnes notes aux banqueroutiers, ce sont les budgets des États qui

sont visés. Ils ont de plus en plus de dettes, car ce sont eux qui ont aidé les banques et évité la faillite pendant la crise. Telle est la « morale » du système capitaliste : il mord la main de celui qui l'a nourri et lui a sauvé la vie.

En Grèce, la crise économique de 2008 a fait ressortir quelques anomalies quant aux comptes dévoilés chaque année dans l'espoir d'intégrer l'Union Européenne. Ces anomalies créant de l'instabilité sur les marchés financiers, l'agence de notation Standard & Poors a dégradé la note grecque, cette note passant de BBB+ à BB+. La Grèce, obligée d'emprunter à des taux d'intérêt plus élevés, demanda l'aide européenne pour pouvoir sortir de l'ornière. Chaque pays de l'Europe vota une somme à prêter aux Grecs moyennant un taux d'intérêt. Un taux d'intérêt assez attractif pour les Grecs mais surtout pour ses créanciers. Le Premier Ministre social-démocrate Papandréou mit en œuvre un plan de rigueur massif dans le but de rassurer les marchés financiers et les agences de notations. Pendant que les salariés grecs paient la facture de la crise et l'irresponsabilité de leurs dirigeants politiques, les autres États européens se frottent les mains.

En France, le ministre du Budget, François Baroin a avoué que la politique économique française était influencée par les agences de notation, l'article du *Figaro* paru le 1^{er} juin 2010 le souligne. Cet article indique également que la note de la France dépendra des mesures budgétaires et fiscales qu'elle prendra. En clair, les agences de notation lui « recommandent » d'appliquer une politique d'austérité et d'imposer la rigueur dans les comptes publics. Le gouvernement, pour rassurer Moody's et Standard & Poor, avait gelé les dépenses publiques dès mai 2010.

Les précédentes réformes des retraites de 1993 et 2003 avaient été annoncées publiquement et assumées par les dirigeants politiques, mais Nicolas Sarkozy avait affirmé en 2008, en réponse aux propos de Mme Parisot, qu'il n'était pas élu pour réformer le système des retraites et qu'il ne toucherait pas à l'âge de départ en retraite ni à la durée de cotisations. Ce changement d'avis soudain justifie donc notre hypothèse, selon laquelle le gouvernement français a fait cette réforme pour rassurer les agences de notation et de ne pas voir sa note AAA se dégrader. Plusieurs ministres ont même validé notre hypothèse lors d'interviews et François Baroin l'affirme également dans cet article du *Figaro*.

Allons plus loin et posons nous la question suivante : est ce que la France a entrepris la réforme des retraites uniquement pour rassurer les agences de notation ? Les finances des caisses de retraites sont elles en danger ? Nous observons dans ce [graphique](#) que la branche vieillesse n'a cessé d'être en déficit depuis 2005. En 2008, il atteignait déjà 6 milliards d'euros. 2008, l'année de la crise financière... Ce n'est donc pas un hasard si c'est lors de la même année que le déficit de la branche vieillesse s'accroît aussi rapidement. Le déficit de la caisse nationale d'assurance vieillesse décrit ci-dessus s'explique par une conséquence purement conjoncturelle. On observe dans ce [deuxième graphique](#) que la tendance des créations d'emploi était au ralenti depuis 2000, avec une légère amélioration depuis 2003 jusqu'en 2007. A partir de 2008, on assiste à une destruction d'emplois (-187 000 emplois au 1er trimestre 2009) plutôt qu'à une création d'emplois comme auparavant. Étant donné que le chômage augmente, on a donc moins de cotisations sociales, ce qui fait moins de recettes sociales pour abonder les caisses de la Sécurité Sociale, d'où la nécessité

pour le gouvernement, de son point de vue qui est celui des classes dominantes, de réformer le système des retraites, alors que des différents graphiques nous prouvent que le premier problème, c'est l'emploi. Les salariés français ne s'y trompent pas puisqu'il s'agit de leur première préoccupation.

Cette problématique ouvre le champ à plusieurs interrogations. Nous devons y répondre pour apporter une réponse éclairée à notre problématique.

L'ensemble des systèmes de solidarité, et en particulier celui des retraites, sont-ils responsables de la crise ? Il serait aisé de répondre de suite par la négative. Nous l'avons vu dans notre premier partie, le responsable de la crise, c'est le système financier qui ne vit que sur des bulles spéculatives, sur de l'irréel, sur des objectifs de rentabilité inatteignables et largement incohérents, ce qui ne l'a pas empêché de plonger le réel dans l'impasse. Derrière les chiffres, il y a des salariés... Mais les événements économiques récents nous démontrent qu'il existe un réel problème portant sur les finances publiques. Les libéraux refusent toute intervention de l'État dans l'économie, c'est leur credo. Il ne devrait donc exister qu'une solidarité à faible niveau et il faudrait laisser le marché s'autoréguler, l'État ayant pour tâche de n'intervenir que dans quelques secteurs régaliens (armée, police, justice). Si l'on suit ce raisonnement, il faudrait tordre le cou aux prélèvements obligatoires, qui abondent nos systèmes sociaux, car ce sont eux qui accentuent la dette de l'État. Or, en comparant le [tableau des prélèvements obligatoires en % du PIB](#) avec celui des [déficits publics](#), on ne peut qu'invalider l'hypothèse des libéraux. Les deux pays qui ont le plus fort taux de prélèvements obligatoires, le Danemark (49 % du PIB) et la Suède (46,8 % du PIB), font partie des pays qui ont le

moins de déficit public (inférieur à 3 %). Alors que les quatre pays les plus touchés par la crise, ceux qui ont été sanctionnés par les agences de notations, l'Irlande, le Portugal, l'Espagne et la Grèce, ont tous un taux de prélèvements obligatoires inférieur à la moyenne de l'UE à 27 (40,5% du PIB) qui va de 36,5% à 30,8% du PIB. Ce sont eux qui ont aujourd'hui les plus lourds déficits publics. En conclusion, les systèmes de solidarité ne sont donc pas responsables de la crise financière de 2008 et du problème des déficits publics qui touchent la majorité des États aujourd'hui. Bien au contraire, ils ont servi de stabilisateurs économiques face à la crise. Ils ont permis d'atténuer ses effets. Quel serait le niveau de consommation si tous les salariés licenciés ne toucheraient pas d'allocations chômage ?

Pourquoi avoir visé le système de retraites par répartition ? On l'a vu, le renversement de la pyramide des âges pose un problème structurel au financement de notre système de retraites (bien que le COR ait déjà corrigé ses projections de 2001), mais les difficultés qu'il traverse aujourd'hui sont pour une bonne part conjoncturels, puisque marqué par les effets de la crise sur le niveau de l'emploi. Il est donc nécessaire de réformer le système des retraites. Mais en comparant, le budget de la République française, qui était de 280 milliards d'euros pour un dé-

ficit de 144 milliards d'euros en 2009, avec le déficit de la Sécurité Sociale qui atteignait 30 milliards d'euros, alors que ses recettes sont supérieures à celles de l'État, on peut se demander s'il n'aurait pas été plus utile de réformer notre fiscalité plutôt que les retraites financées par les cotisations sociales. L'avantage de la Sécurité Sociale, c'est qu'il n'y a pas de placement hasardeux sur les marchés financiers comme c'est le cas pour la dette de l'État. Les cotisations sociales et patronales financent directement nos systèmes de solidarité : famille, chômage, retraites, accidents du travail. Les recettes de la Sécurité Sociale échappent au monde de la finance et c'est là que réside le problème pour ceux d'en face. Nous avons vu lors du débat sur la réforme des retraites bon nombre de publicités vantant les mérites des placements financiers pour compléter, voire remplacer, notre système de retraites par répartition. Le système financier a sans cesse besoin d'argent frais. La crise de 2008 l'a prouvé : les États et les Banques Centrales ont été sommés d'apporter de l'argent aux banques. Qui peut encore décemment se demander, si ce ne sont pas les banques et les assurances privées qui ont ordonné au gouvernement français de réformer le système des retraites pour pouvoir capter de nouvelles ressources ?

Par Johann CESA (BN MJS)

Comité de rédaction :

Johann Cesa (42)
Thomas Chavigné (31)
Tunjaï Cilgi (64)
Jean-François Claudon (75)
Mehdi Dardouri (42)
Julien Guérin (77)
Anthony Gratacos (77)
Laurent Johanny (43)
Florent Haspel (42)
Morgan S. Trouillet (75)
Simon Piveteau (64)

Unité mensuel gratuit publié par l'Offensive Socialiste

Numéro 32 | Juin 2010

Courriel : offensive.socialiste@gmail.com

Maquette : Anthony Gratacos

Annonce :

Nous cherchons un ou plusieurs dessinateur(s) humoristique(s) afin d'illustrer chaque mois l'actualité dans les colonnes d'Unité. Si vous êtes intéressés, merci de vous faire connaître par courriel (offensive.socialiste@gmail.com) ou de joindre Anthony au 06 19 77 64 08.

*Lisez Unité,
le journal de
l'Offensive Socialiste*

*et retrouvez les articles de ce
numéro et des précédents sur*

www.offensivesocialiste.wordpress.com

Il paraît que le travail c'est la santé

Pour contrer la puissante montée du mouvement social contre l'avalissement de nos retraites, l'UMP a remis sur le devant de la scène politique un de ses serpens de mer fétiches : celui de la pénibilité au travail. Face à une droite cynique qui cherche à diviser le salariat en opposant les invalides à 20 % et les veinards qui ne le sont qu'à 10 %, la famille socialiste se doit d'apporter des solutions crédibles et fortes pour lutter contre le véritable fléau que subissent tous les salariés. Non pas la souffrance AU travail, comme s'il s'agissait d'un phénomène contingent que l'on pourrait aisément atténuer, par exemple « en réconciliant le salarié avec l'entreprise », mais la souffrance DU travail, produit nécessaire de l'exploitation capitaliste, puisque c'est bien dans la chair des salariés que le patronat et les actionnaires vont puiser la plus-value qui les fait vivre. La question de la pénibilité au travail n'a en réalité pas grand sens, puisque personne ne peut connaître son périmètre de définition. En réalité, tous les travaux font souffrir, qu'ils soient physiques ou intellectuels, stressants ou non. Les causes de la souffrance sont différentes, mais la conséquence sur la santé des salariés est la même. Il serait aisé aussi de dire, en se basant uniquement sur l'espérance de vie, que les ouvriers ont forcément un travail plus pénible que les cadres ou les professions intellectuelles supérieures. L'espérance de vie dans le monde du travail, c'est comme le PIB pour la richesse : un indicateur efficace pour connaître un phénomène, mais qui devient largement insuffisant pour en apprendre sur ses causes et sa distribution. La pénibilité n'est donc pas homogène au sein d'une même catégorie socioprofessionnelle. Il faut lui substituer la notion de souffrance du travail, valable pour l'ensemble des salariés. Si la « prise en compte de la pénibilité » donne du monde de l'entreprise une impression d'hétérogénéité factice, la souffrance du travail rassemble tous les salariés dans une aspiration commune au mieux-vivre. C'est de cette aspiration qu'est né et que vit l'idéal socialiste.

De nouveaux risques

Les néo-conservateurs ont souvent tenté de nous faire croire que le progrès technique et les nouveaux modes d'organisations au travail, comme le toyotisme, réduirait à eux seuls drastiquement la pénibilité au travail. La polyvalence, ayant remporté sa bataille contre la spécialisation au travail, devait tout régler toute seule. Ces nouveaux modèles ont, bien au contraire, isolé les salariés et segmenté leur tâches. La compétition internationale et les politiques néolibérales qui lui ont frayé la voie ont imposé au salariat mondial le *diktat* de déréglementation du travail et la lente déconstruction des droits qui y étaient accolés. Désormais, les horaires de travail s'organisent au bénéfice des employeurs. Les horaires de nuit se sont largement développés, puisqu'ils concernent maintenant 3, 6 millions de salariés soit 14,3 % de la population active, mais qu'ils ne touchaient « que » 2,4 millions il y a dix ans. Le travail posté concerne la majorité des salariés dans de nombreux secteurs comme le verre, l'automobile, le caoutchouc, le papier, la police, les métiers de la santé, les pompiers et ceux du transport. Si l'on prend en compte également les postes à cycles irréguliers, c'est 5 millions de salariés qui sont touchés.

Les maladies professionnelles ont triplés en dix ans. Les sources de cette augmentation sont multiples : exposition croissante aux produits chimiques, au bruit, aux gestes répétitifs, au port des charges lourdes. Les troubles musculo-squelettiques représentent 85 % des maladies professionnelles. 5 millions de salariés y sont exposés. Il y en France 180 000 décès par an à cause des accidents cardiaques et vasculaires, dont la moitié sont en lien avec le travail. Il y a deux mort par accident du travail et 1 suicide lié au travail chaque jour. 4500 personnes par an se retrouvent handicapées à cause de leur travail.

Par ailleurs, l'angoisse que suscite le chômage de masse chez les actifs occupés, pousse ceux-ci à accepter de nouvelles dégradations de leur conditions de travail. Le chômage est donc bien ce levier qui fournit au capitalise son « armée de réserve » si bien décrite par Marx. Lutter contre le chômage permettrait de réduire les souffrances créées par le travail, car sa chute, fruit d'une politique volontariste de gauche, permettrait aux travailleurs, en clairsemant les rangs de l'armée de réserve, de relever la tête et inverserait par suite le rapport de forces entre le salariat et le patronat.

Bien téméraire celui qui affirmera que les conditions de travail se sont améliorées ces dernières années ! Pour combattre les nouveaux risques qui pèsent sur les salariés, il faut être radical, c'est-à-dire traiter le problème à la racine. Nous ne pouvons accepter que l'on camoufle la violence crue de l'exploitation capitaliste derrière le paravent bien commode de la pénibilité différentielle qu'il s'agirait de « prendre en compte ». De même, il nous paraît intolérable de reléguer la question de la pénibilité au rang de sous-thématique du « problème des retraites », comme le fait la droite sans fausse pudeur. Si notre famille politique revient au pouvoir, elle se doit de traiter frontalement la question de la souffrance du travail. Cela se fera nécessairement en plusieurs étapes et concrétisera pour les salariés de réelles avancées sociales.

La réduction du temps de travail comme première préoccupation

L'objectif sera de réduire la durée réelle de la semaine de travail au plus près de la durée légale (35h) et de la poursuivre en lien avec la santé des salariés. Le « temps de travail effectif » sera défini comme ce qu'il est pour la totalité des salariés, à savoir le « temps où le salarié est subordonné à l'employeur » (les pauses, les temps des trajets, l'habillage obligatoire et les repas sur le lieu de travail). Les heures supplémentaires doivent être exceptionnelles. Elles doivent être majorées de façon à les rendre plus coûteuses que l'embauche. Ainsi, la durée du travail légale annuelle sera rétablie à 1600 h annuelles,

et permettra de porté le temps de repos quotidien à 13 h. En renforçant la démocratie sociale (cf.3), il deviendra nécessaire que les heures de travail effectif soient comptabilisées de façon fiable et transparente, contrôlables par les salariés eux-mêmes, les syndicats et l'inspection du travail. Les sanctions aux délits de « travail dissimulé » seront majorées et appliquées.

Nous sommes fiers de proclamer que, s'il y a une réforme qui a amélioré drastiquement la santé des salariés de ce pays et qui a prolongé de façon spectaculaire leur espérance de vie, c'est bien la retraite à 60 ans et les 37,5 annuités de cotisations pour tous. Nous avons porté ce discours pendant des mois. A 60 ans, une maladie sur trois est liée au travail. C'est déjà trop. Mais quand on atteint 65 ans, c'est deux maladies sur trois ! Une année de travail en plus après 60 ans, c'est six mois d'espérance de vie en moins. Il faut même aller au-delà des chiffres pour l'affirmer nettement : entre 60 et 65 ans, ce sont les plus belles années de la retraite, mais ce sont aussi les pires années au travail ! Et c'est ce laps de temps à vivre, libéré de la contrainte du travail salarié, c'est-à-dire de l'exploitation économique, que la droite veut nous enlever pour renflouer les caisses des banqueroutiers. C'est cet aperçu d'une existence débarrassée du capitalisme que la droite veut liquider pour faire des milliards de nos caisses de retraite, fruit de notre salaire socialisé, une vulgaire marchandise sur laquelle on pourrait spéculer...

En socialistes, nous ne pouvons accepter que la roue de l'histoire tourne à l'envers. Car, depuis la fin du XIXe siècle, l'histoire se confondait avec le progrès humain, puisqu'on avançait toujours davantage, malgré les ressacs et les brusques retours en arrière, sur la voie de la diminution du temps de travail sur la semaine et sur la vie. Cet infléchissement que nos ancêtre du mouvement ouvrier avaient conféré à l'histoire a été nié par les tenants de « l'ordre » néolibéral qui prônait sans vergogne qu'on ne vit qu'à travailler. Quand ils disent « le travail, c'est la santé », faut

Il faut bel et bien comprendre « votre travail, c'est notre santé ». Il faut renouer avec les fils de l'histoire en abrogeant, dès les premiers mois de notre retour au pouvoir, les trois lois scélérates de la droite : le décret Balladur de 1993, la loi Fillon de 2003 et celle de « l'honnête » M. Woerth. Ce n'est qu'en agissant ainsi, en assurant à tous les salariés une retraite sans décote dès 60 ans, que nous serons à la hauteur des aspirations des travailleurs, c'est-à-dire de tous ceux qui souffrent du travail.

Prévention, hygiène et sécurité

Face aux attaques de la droite contre la médecine du travail et bien que désavouée par le Conseil Constitutionnel, nous devons donner toute son indépendance à la médecine du travail. Ce n'est pas à l'employeur de choisir les médecins de ses salariés même s'il doit demeurer le premier responsable de la santé physique et mentale de ses salariés. Le taux d'exposition aux risques étant plus élevé dans les petites entreprises, il faut abaisser les seuils à 20 salariés, initier des Comités « hygiène, sécurité et conditions de travail » (CHSCT) de site et de branche, départementaux, donner davantage d'heures de délégation, une meilleure formation de qualité, et un budget. Les CHSCT, c'est la prise en main par les travailleurs concernés de leur propre sécurité, la meilleure prévention pourvu qu'ils aient les moyens humains et matériels de faire face à toutes leurs obligations. Les CHSCT seront élus et non plus désignés, auront un budget et un statut propre, dans toutes les entreprises de plus de 20 salariés, leurs membres seront formés et disposeront de crédits d'heures suffisants pour exercer leur mission assurant tous les domaines de la sécurité au travail prévus dans leurs fonctions. Une « obligation de faire » sera instaurée en matière d'hygiène sécurité. Bien souvent le volet « prévention » est le parent pauvre des politiques en faveur de la santé au travail, alors que par exemple le stress au travail est à l'origine de plus de la moitié des journées d'arrêt de travail prises par les salariés. Ce sont les employeurs qui sont responsables de la santé de leurs salariés mais beaucoup d'entre eux camouflent les accidents du travail et ne prennent pas la responsabilité des maladies professionnelles (ex: amiante). Face à eux, l'ins-

pection du travail est bien trop démunie. Le retour d'une gauche au pouvoir doit permettre l'augmentation du nombre d'inspecteurs et de contrôleurs du travail pour veiller à la mise en œuvre d'un plan national en faveur de la prévention des risques au travail.

Rétablir la démocratie sociale

Si la famille socialiste revient au pouvoir, elle doit reprendre pour son compte le travail initié par Jean Auroux sous la formule « citoyens dans la cité, les travailleurs doivent l'être aussi dans leur entreprise. ». Déjà en 1893, Jaurès voyait dans le socialisme la force organisée qui voulait « que la République soit affirmée dans l'atelier comme elle l'est affirmée [...] dans l'ordre politique ». Il faut ainsi élargir le champ des missions des CHSCT et, à défaut, des délégués du personnel, et des conseillers des salariés (entreprises où il n'y a pas de délégués du personnel) en leur donnant la possibilité de donner un « avis conforme » et non plus un « avis consultatif » sur les questions d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.

L'affaiblissement du syndicalisme ces trente dernières années conduit les salariés à être moins bien défendus alors qu'ils sont de plus en plus touchés par la déréglementation des droits du travail. Dès lors, il est nécessaire de donner une légitimité démocratique à la représentation syndicale, les élections prud'homales, les élections professionnelles et celles des comités paritaires de la fonction publique et les élections qui seront rétablies et étendues à la gestion de toutes les caisses de protection sociale devront se tenir le même jour, une fois tous les 5 ans. Ce jour devra être chômé afin que chacun puisse voter. Les syndicats, comme les partis politiques, devront être aidés financièrement par la puissance publique pour pouvoir défendre leurs points de vue et leurs solutions dans de vraies campagnes électorales.

La question de la santé au travail doit faire partie d'une vaste négociation entre les syndicats et les organisations patronales. La santé au travail est d'ordre public, il serait inacceptable de trier au cas par cas les salariés, nous sommes donc partisans des négociations des conventions collectives branche par branche, puisque cette situation est toujours plus favorable aux salariés.

Pour de nombreux militants de gauche, le congrès de Tours, c'est avant tout la division du mouvement ouvrier français. En donnant naissance à une « Section Française de l'Internationale Communiste » (SFIC), alors que se maintenait une SFIO minoritaire, le XVIII^e congrès d'un Parti socialiste que Jaurès, Vaillant et beaucoup d'autres avaient eu tant de mal à unifier au début du XX^e siècle constitue un événement traumatique tout autant que fondateur. Mais la mécanique de la scission n'avait rien d'un engrenage fatal. Si les événements qui ont eu lieu depuis août 1914 ne pouvaient pas ne pas avoir de profondes répercussions dans le parti français, le congrès aurait très bien pu se dérouler d'une façon toute autre. Car les faits sont têtus et résistent à toute les simplifications, voire à toute les vulgates. Les images d'Épinal que le congrès de Tours a respectivement suscitées après coup ne correspondent que très imparfaitement à la réalité. La vision d'une minorité socialiste courageuse et visionnaire résistant à la greffe bolchevique n'a pas plus de sens que celle d'une majorité victorieuse rompant définitivement avec le réformisme.

L'histoire de « Tours » commence en réalité en 1914, en ces jours sombres où le mouvement ouvrier s'effondre un peu partout en Europe sous les coups de boutoirs de l'impérialisme, de la folie guerrière et de ses propres contradictions. Le 31 juillet, Jaurès est assassiné par un nationaliste extrémiste, Raoul Vilain, qui sera acquitté en 1919 dans la frénésie chauvine de la victoire. Sa perte constitue un choc terrible pour le socialisme français qui est condamné à affronter des événements titanesques sans figure de proue. C'est d'ailleurs sur le tombeau du Martyr de la paix que Jouhaux, le secrétaire de la CGT, annonce le ralliement du mouvement ouvrier à la « Défense nationale », dès le 4 août en affirmant que « *ce n'est pas la haine du peuple allemand qui nous poussera sur les champs de bataille ; c'est la haine de l'impérialisme allemand* ». Le tournant des organisations ouvrières, qui professaient jusque-là un pacifisme révolutionnaire en conformité avec les résolutions de l'Internationale, avait déjà été opéré en France après quelques jours d'agitation populaire contre la guerre fin juillet. Au lieu d'organiser la grève générale pour précipiter la fin de la guerre, les

états-majors de la SFIO et de la CGT, considérant que la République mène une guerre défensive contre l'agresseur allemand, acceptent l'effort de guerre et la politique de « Défense nationale ». Vaillant, le soir du 2 août, affirme sans ambages à des militants visiblement sous le choc que « *les socialistes rempliront à la fois leur devoir patriotique et leur devoir socialiste. En présence de l'agression, ils accompliront tout leur devoir pour la Patrie, pour la République, pour la Révolution* ». Les crédits de guerre sont votés presque sans discussion à la Chambre par le groupe parlementaire socialiste et, le 28 août, pour contrer l'offensive allemande qui paraît alors irrésistible, le CN d'une SFIO mandate Jules Guesde et Marcel Sembat pour entrer dans le gouvernement d'« union nationale ». De son côté, la CGT participe activement à l'effort de guerre en exhortant les travailleurs à produire. Force est de le constater : le ralliement à la « Défense nationale » se double d'une intégration des organisations ouvrières à « l'Union sacrée » qui manifeste dans la pratique leur rupture avec l'idéal révolutionnaire et leur conversion à la collaboration de classe.

Ce brusque tournant, que ses adversaires internationalistes ont très rapidement appelé la « faillite » des organisations ouvrières, s'explique par leur lente intégration à la république bourgeoise depuis la fin du XIX^e siècle. L'orthodoxie révolutionnaire du parti socialiste était battue en brèche depuis de longues années par une pratique de plus en plus réformiste adossée à un électoralisme qui sera une des pierres d'achoppement entre le socialisme « officiel » et la nouvelle génération militante, née dans le feu des tranchées, qui voulaient restituer au mouvement ouvrier sa dimension révolutionnaire pleine et entière. De même, l'organisation syndicale, où l'influence des syndicalistes révolutionnaires déclinaient au profit de celle des réformistes, avait perdu une part importante de sa combativité depuis les défaites ouvrières des années 1906-1908 et craignait, fin juillet 1914, que ses principaux dirigeants se fassent emprisonner si le Comité confédérale se prononçait contre la « Défense nationale ». Au total, dans les derniers jours de juillet, alors que les organisations ouvrières faisaient monter la pression sur le gouvernement afin qu'il agisse pour sauvegarder la paix, elles négociaient en sous-main afin d'obtenir

un compromis acceptable pour la classe ouvrière quand le conflit éclaterait.

Nous ne sommes qu'à la fin de l'année 1914, mais il est déjà « minuit dans le siècle » pour les militants internationalistes. Le 4 août, le groupe SPD au Reichstag avait voté en bloc les crédits de guerre, malgré les réticences de Karl Liebknecht, et le plus grand parti de l'Internationale avait par avance légitimé *de facto* l'adhésion des socialistes européens à la politique chauvine et belliciste qu'il avait lui-même adoptée. Corollaire extérieur de l'adhésion à « l'Union sacrée » et de la négation temporaire de la lutte des classes, les organisations ouvrières acceptent sans broncher l'interruption des relations internationales entre socialistes et syndicalistes des pays belligérants. Seuls les bolcheviks russes et les socialistes serbes refusent de rallier l'union nationale et la politique chauvine qui en découle. Toutefois, l'installation du conflit dans la durée, les horreurs des tranchées et le dégoût que la censure suscite poussent une poignée de militants français à se regrouper lentement, au début de l'année 1915, dans un parti et une confédération vidées de leurs forces vives par la mobilisation.

Les premiers opposants au « socialisme de guerre » viennent de la CGT. C'est le noyau de *La Vie ouvrière* animé par Rosmer et de Monatte, démissionnaire du CCN, et qui trouve dans Merrheim, dirigeant de la Fédération des Métaux, un porte-parole courageux. Dans le Parti, la minorité étend son influence dès le printemps 1915, à partir de ses bastions que sont le Limousin et le Centre-Est. Une nouvelle génération militante se trempe dans ce combat pacifiste clandestin qui n'a plus grand chose à voir avec le travail parlementaire et propagandiste légal auquel le parti d'avant-guerre se croyait perpétuellement voué. Les pacifistes de la SFIO se regroupent derrière Paul Faure, Adrien Pressemane et Jean Longuet, trois militants profondément épris d'internationalisme. Mais cette minorité, qui rompt vaillamment des lances avec le « socialisme de guerre » et ses compromissions, ne constitue pas pour autant une alternative radicale. En effet, le courant pacifiste se fixe pour objectifs la reprise des relations internationales et l'obtention d'une paix blanche, en faisant

pression sur les gouvernements en place et donc sur les directions chauvines de organisations ouvrières. Cette minorité est en réalité à la fois un passage, mais aussi un obstacle, entre les militants en rupture de



ban avec la majorité chauvine et les regroupements révolutionnaires qui appellent le prolétariat à lutter frontalement contre le conflit impérialiste. Cet état d'esprit offensif gagne en audience dans les rangs du Parti et de la CGT après la tenue de la conférence de Zimmerwald en septembre 1915.

L'esprit de Zimmerwald se diffuse progressivement en France, grâce à quelques groupes convaincus tels que *La Vie ouvrière*, *Naché Slovo*, le journal des socialistes russes dirigé par Trotsky, mais aussi à des militants socialistes français tels que Ferdinand Lorient ou Raymond Lefebvre. Ce ne sont rien de moins que trois députés socialistes qui se rendent à la seconde conférence internationaliste qui a lieu à Kienthal au printemps 1916, malgré le refus des autorités de leur accorder les passeports nécessaires pour une telle entreprise. Le combat entre la majorité socialiste, arc-boutée sur ses positions de plus en plus intenables, la minorité pacifiste « centriste » et la noyau zimmerwadien fait rage pendant deux ans, au gré de la situation militaire et des événements internationaux. Dopées par la montée ouvrière et pacifiste de 1917, ainsi que par l'exemple des Révolutions russes, les minorités anti-guerre gagnent en audience et une nouvelle majorité s'ébauche. En octobre 1918, au congrès de Paris, cette « néo-majorité » regroupant le centre longuettiste et les ex-chauvins sentant le vent tourner et acceptant de renoncer à la participation ministérielle s'impose enfin. Le procès du « socialisme de guerre » peut commencer, au moment où reviennent du front des militants qui ont appris pendant 4 ans dans les tranchées à haïr les sabreurs, les planqués et les politiciens. Fin 1918, la toile de fond de la scission est déjà dressée.

Par Jean François Claudon (75)

**Pour gagner en 2012,
l'unité de toute la gauche :
Comment ?
Quel programme ?
Quelle candidature ?**

**Samedi 23 avril matin :
Construire ensemble des
réponses socialistes à la crise**

9h: Répondre à l'urgence écologique:

Quelles réponses de la gauche face au réchauffement climatique ? Quel combat contre les dégâts du libre échange généralisé (pollutions, pandémies, faim dans le monde, dépenses d'armement...) ? Croissance / décroissance ? Quel modèle de développement basé sur les besoins humains, respectueux de l'environnement ?

10h30 : Répondre à la crise financière et à la question de la dette publique

Restructurer la dette publique ? Sortir ou non de l'Euro ? Quelles premières mesures pour un gouvernement de gauche ? Quelles réponses européennes ?

**Samedi 23 avril 17h :
MEETING UNITAIRE
Quelle unité de la gauche ?**

En présence de responsables nationaux
du PS, du PCF, d'Europe-Ecologie-Les Verts, du Parti de Gauche, du NPA, de LO.

Conclusion : Gérard Filoche

Soir: Repas socialiste et convivial !

- 35 heures
- Retraites à 60 ans
- SMIC à 1600€
- Pas de revenu supérieur à 20 fois le SMIC

Vendredi 22 Avril

Accueil à partir de 17h puis repas

A partir de 20h30 : Le 10 mai 1981... et 30 ans après

Quelles batailles pour la gauche du PS (programme, primaires, rassemblement de la gauche...) ? Comment chasser Sarkozy...sans élire un « Papandréou de gauche » ? Un appel pour l'unité de toute la gauche (« 30 ans après le 10 mai ») ? Quelle organisation et quel fonctionnement pour la gauche du PS ?

**Samedi 23 avril après-midi :
Construire ensemble des propositions
pour changer vraiment !
Se rassembler pour gagner !**

A partir de 14h: Répondre à l'urgence sociale et s'appuyer sur le mouvement social

Quel bilan et quels enseignements du mouvement sur les retraites ? Quels prolongements en 2011 ? Quelles conséquences pour 2012 ? Quelles réponses aux attentes sociales prioritaires (salaires, emploi, temps de travail, protection sociale..) ?

**Du débat,
des propositions,
de l'action !**

Dimanche 24 avril

10h-13h : D&S une revue pour quoi faire ? Comment mieux se faire entendre au sein du PS et dans toute la gauche ? Quelles initiatives prendre (un appel « programme, unité, désistement ») ? Quelles priorités pour la convention du PS de mai ? Quel profil pour les primaires ?

ABONNEZ-VOUS

DEMOCRATIE SOCIALISME

Pour toute correspondance : D&S, 85, rue Rambuteau - 75001 Paris
mel : droit.social.et.recherche@wanadoo.fr

Abonnement : 30 euros les 10 numéros
(Soutien : 50 euros et plus) (chèque à l'ordre de « D&S »)

Formation et débats Socialistes

Pour donner (ou redonner) à ceux qui le souhaitent quelques éléments théoriques qui fondent une orientation socialiste, une journée de formation et de débats est proposée le vendredi 22 avril de 10h à 19h à St Chamond, salle Condorcet.

10h-12h : Les crises du capitalisme

- Histoire des crises de 1929 à 2009
- les cycles du capitalisme
- le rapport capital / travail
- le capitalisme financier.

14h-15h45 : Qu'est-ce que la gauche ?

- le clivage gauche / droite, encore d'actualité ?
- la France et les salariés sont-ils de gauche ?
- le PS est-il de gauche ?
- DSK est-il de gauche ?

16h15-18h: Vive l'impôt !

- histoire sociale de la fiscalité depuis 1789
- salaire, impôt, patrimoine (bouclier fiscal, Bettencourt, etc.)
- les réformes fiscales : impôts locaux, fiscalité européenne et mondiale
- la réforme fiscale au cœur de la campagne de 2012 ?

Venir à Saint-Chamond:

Voiture:

- ♦ En provenance du Nord: A6 jusqu'à Lyon, puis A7 direction Marseille, prendre A 47, direction Saint Etienne. Sortie Saint-Chamond Centre par D 288.
- ♦ En provenance du Sud (Marseille): Prendre A7 direction Lyon puis A47 direction Saint-Etienne. Sortie Saint-Chamond Centre par D288.
- ♦ En provenance de l'Ouest: Direction Clermont Ferrand (A71 pour ceux du Nord Ouest et A89 pour ceux du Sud-Ouest), puis prendre A72 direction Saint-Etienne. Après Saint-Etienne, prendre A47 direction Lyon-Saint-Chamond. Prendre sortie 16 Saint-Chamond Centre.

Une fois à Saint-Chamond, suivre les panneaux apposés pour les journées d'études. A défaut suivre Saint-Chamond Centre, puis mairie.

Train:

- ♦ TGV jusqu'à Lyon puis TER direction Saint-Etienne, arrêt Saint-Chamond.



Salle Aristide Briand

Bulletin d'inscription

Formule Week-end (repas et hébergement du vendredi soir au dimanche midi)

- Salarié-e, retraité-e: 100€
- Sans emploi: 40€

Formule Samedi (3 repas)

- 35€ (70€ si hébergement)

Formule Meeting (repas du soir)

- 15€

- Participe à la journée de formation

Coupon et règlement par chèque à l'ordre de Démocratie et Socialisme à renvoyer à l'adresse suivante:

Johann CESA
9, rue Aristide Briand
42210 MONTROND LES BAINS

Nom:.....

Prénom:.....

Adresse:.....

CP:..... Ville:.....

Téléphone:.....

Mail:.....

Pour toutes questions, contactez Johann au 06.28.04.71.32